



La route vers la reprise :

Le plan de la FCC pour réduire les dépenses et les impôts et remettre l'économie canadienne sur la bonne voie

Aaron Wudrick

Directeur fédéral

Fédération canadienne des contribuables

SEPTEMBRE 2020

À propos de la Fédération canadienne des contribuables

La Fédération canadienne des contribuables est un organisme à but non-lucratif, non-partisan, de défense des citoyens, qui lutte pour moins d'impôts, moins de gaspillage et plus d'imputabilité au gouvernement. La FCC a été fondée en Saskatchewan en 1990 lorsque l'*Association of Saskatchewan Taxpayers* et la *Resolution One Association of Alberta* ont joint leurs forces afin de créer une association nationale de défense des contribuables. Aujourd'hui, la FCC a plus de 235 000 supporteurs à travers le pays.

La FCC a un bureau fédéral à Ottawa, ainsi que des bureaux régionaux en Colombie-Britannique, en Alberta, dans les Prairies (SK et MB), en Ontario, au Québec et dans le Canada Atlantique (NB, PE, NS et NL). Les bureaux régionaux de la FCC font de la recherche et des activités en lien avec leur mission de défense des contribuables de leurs régions, en plus de leur rôle de représentants locaux d'initiatives pancanadiennes.

Les bureaux régionaux de la FCC font des centaines d'entrevues à chaque mois, tiennent des conférences de presse et émettent régulièrement des communiqués de presse, lettres d'opinion et autres publications au nom de tous les supporteurs de la FCC. La publication phare de la FCC, le magazine *The Taxpayer* (en anglais seulement) est publié quatre fois par année. Les courriels Info-action sont

envoyés au fur et à mesure que des enjeux font surface. Les bureaux de la FCC envoient aussi des commentaires semi-hebdomadaires à plus de 800 médias et personnalités publiques dans l'ensemble du pays.

Chaque contribuable canadien supportant la mission de la Fédération canadienne des contribuables peut, gratuitement, devenir l'un de nos sympathisants en s'inscrivant à notre liste d'envoi Info-action. Les sympathisants ayant fait un don peuvent aussi recevoir notre publication phare, le magazine *The Taxpayer* (en anglais), publié 4 fois par an.

La Fédération canadienne des contribuables est un organisme indépendant, sans affiliation institutionnelle ou partisane. Il est prohibé pour ses employés et membres du conseil d'administration d'être membres de partis politiques. En 2018-2019, la Fédération a amassé 5,1 millions de dollars grâce à 31 517 dons. Les dons effectués à la FCC ne sont pas déductibles d'impôt.

Fédération
canadienne des
contribuables

Aperçu

Le Canada fait face à un défi historique. Nous devons surmonter une pandémie mondiale et nous rétablir économiquement. Ce que nous ferons au cours des prochains mois aura un effet considérable pour les décennies à venir. Nous devons faire face à des choix difficiles et prendre des décisions audacieuses. Le but de ce rapport est de proposer des idées répondant à ces deux critères.

Alors que le Canada commence à rouvrir son économie, le gouvernement fédéral sera confronté à une situation financière qui s'est détériorée dramatiquement en quelques mois à peine. Le déficit fédéral pour 2020-2021 est maintenant estimé à 343 milliards de dollars¹ - contre environ 28 milliards de dollars projetés à la fin de 2019² - en raison d'une combinaison de réduction des revenus et de dépenses d'urgence imprévues.

En termes simples, le défi de redresser la machine fiscale fédérale ne ressemblera en rien à ce que tout autre gouvernement canadien a connu auparavant. Le rafistolage ne suffira pas. Des choix difficiles nous attendent et des politiques audacieuses sont requises.

L'étendue du défi diffère des ralentissements économiques antérieurs de plusieurs manières: l'ampleur même du déficit, la gravité du ralentissement économique; et plus particulièrement, une incertitude persistante qui plane à la fois sur les entreprises et les consommateurs, freinant la perspective d'une soi-disant reprise économique traditionnelle. En conséquence, le gouvernement est confronté à des obstacles redoutables tant du côté des revenus que des dépenses.

La FCC propose de relever ce défi de deux manières.

Premièrement, réduire les coûts en **réduisant progressivement les mesures de dépenses d'urgence**, puis en imposant une **rigueur en matière de dépenses dans l'ensemble du gouvernement**.

Deuxièmement, pour stimuler l'économie, rejeter l'approche³ ratée des dépenses de relance menées par le gouvernement et mettre en œuvre une série de **mesures de réduction fiscale robuste conçues pour faciliter une reprise menée par le secteur privé** en encourageant l'activité économique immédiate et en aidant les entreprises non seulement à survivre, mais ultimement à prospérer.

¹ <https://www.canada.ca/en/department-finance/services/publications/economic-fiscal-snapshot/details-economic-fiscal-projections.html>

² <https://www.budget.gc.ca/efu-meb/2019/docs/statement-enonce/toc-tdm-en.html>

³ <https://www.fraserinstitute.org/studies/is-fiscal-stimulus-an-effective-policy-response-to-a-recession>

Dépenses

Le portrait budgétaire publié par le gouvernement en début juillet 2020 prévoyait un déficit de 343 milliards de dollars. De ce montant, les mesures temporaires de dépenses d'urgence sont estimées à 227 milliards de dollars, tandis que la réduction des revenus représente 71 milliards de dollars. L'augmentation des dépenses pré-COVID représente environ 9 milliards de dollars, le déficit existant (moins le fonds de prévoyance de 3 milliards de dollars) représentant les 34 milliards de dollars restants.

Par conséquent, réduire la totalité des dépenses d'urgence réduirait le déficit à environ 116 milliards de dollars.

Si les niveaux de revenus devaient revenir aux niveaux d'avant la pandémie (voir la section suivante), cela se traduirait en un déficit de 34 milliards de dollars.

Il est impossible de contourner la nécessité d'une nouvelle rigueur budgétaire. Même avant la pandémie, les dépenses du gouvernement fédéral avaient augmenté rapidement et avaient créé des déficits alors même que l'économie était en croissance. Avec l'effondrement des revenus en raison de la contraction économique induite par la pandémie, l'écart a été multiplié par plus de dix fois. En termes simples, nous ne pouvions même pas nous payer le gouvernement que nous avions avant la pandémie, et nous ne pouvons certainement pas soutenir indéfiniment les dépenses d'urgence aux niveaux actuels.

Le gouvernement devra y mettre un frein. Les options pour réduire les dépenses incluent:

Réduire les dépenses d'opérations (incluant les salaires et avantages sociaux des employés) aux niveaux de 2016-17 (économies: 13,2 milliards de dollars)

Les salaires et les avantages sociaux des employés sont les dépenses directes les plus importantes du gouvernement fédéral et nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de continuer à tant payer autant de personnes. La pandémie a contraint la grande majorité des entreprises privées à réduire leurs effectifs et à baisser les salaires. Le gouvernement - qui est également financé par les revenus générés par le secteur privé - doit faire de même.

La FCC demande au gouvernement fédéral de viser une réduction des dépenses opérationnelles (qui incluent mais ne se limitent pas aux salaires et aux avantages sociaux des employés) du niveau pré-pandémique de 96,4 milliards de dollars de 2019-2020 au niveau de 2016-2017, ce qui entraînerait des économies d'environ 13,2 milliards de dollars.⁴

Le gouvernement fédéral pourrait aussi adopter une cible de 15-et-15 afin de réduire la taille globale de l'effectif du gouvernement fédéral de 15 pour cent, et de réduire de 15 pour cent la rémunération des 85 pour cent employés restants. Se basant sur une estimation de 368 000⁵ employés à un coût annuel de 50 milliards de dollars⁶, cela se traduirait par des économies d'environ 13,8 milliards de dollars.

⁴ <https://www.budget.gc.ca/2017/docs/plan/anx-01-en.html#Toc477707537>

⁵ [https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-eng.html#rpb/-/\(subject:-gov_gov.-table.-programFtes.-columns.-\(-:*7b*7bpa_last_year_5*7d*7d.-:*7b*7bpa_last_year_4*7d*7d.-:*7b*7bpa_last_year_3*7d*7d.-:*7b*7bpa_last_year_2*7d*7d.-:*7b*7bpa_last_year*7d*7d.-:*7b*7bplanning_year_1*7d*7d.-:*7b*7bplanning_year_2*7d*7d.-:*7b*7bplanning_year_3*7d*7d\).-dimension.-gov_outcome.-filter.-:All\)](https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-eng.html#rpb/-/(subject:-gov_gov.-table.-programFtes.-columns.-(-:*7b*7bpa_last_year_5*7d*7d.-:*7b*7bpa_last_year_4*7d*7d.-:*7b*7bpa_last_year_3*7d*7d.-:*7b*7bpa_last_year_2*7d*7d.-:*7b*7bpa_last_year*7d*7d.-:*7b*7bplanning_year_1*7d*7d.-:*7b*7bplanning_year_2*7d*7d.-:*7b*7bplanning_year_3*7d*7d).-dimension.-gov_outcome.-filter.-:All))

⁶ https://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2018/Fed%20Personnel%20Spending/Fed_Personnel_Spending_EN.pdf

Les régimes de retraite à prestations déterminées représentent une part importante des coûts des employés fédéraux. Une priorité pour le gouvernement Trudeau devrait être de négocier la fin de ces régimes de retraite⁷ extrêmement coûteux et de faire passer les employés fédéraux à des régimes de retraite à cotisations déterminées plus viables.

Réduire de 25 pour cent la taille du programme de péréquation

(économies: 5 milliards de dollars)

Bien que la structure du programme de péréquation du Canada demeure un sujet de débats intenses et d'appels à la réforme, la diminution drastique des revenus devrait également se refléter dans la taille du programme et tenir compte de la capacité de payer réduite du gouvernement fédéral. Entre 2011-2012 et 2020-2021, le montant total transféré en péréquation a augmenté de plus de 40 pour cent, passant de 14,6 milliards de dollars à 20,5 milliards⁸.

Indexer les transferts aux provinces en fonction de l'inflation

(économies: ~ 3 milliards de dollars)

En juillet, le gouvernement fédéral a annoncé un financement ponctuel de 19 milliards de dollars pour aider les provinces à faire face à la pandémie. Mais les deux plus importants transferts fédéraux annuels, le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux, totalisent déjà 66,8 milliards de dollars en 2020-2021. Le budget de 2019 prévoyait d'augmenter ces transferts de 2,5 à 3,7 pour cent par an. L'indexation des futurs transferts annuels au taux d'inflation offrirait une meilleure prévisibilité et stabilité sans obliger Ottawa à constamment renégocier les montants des transferts.

Réduire le budget du Ministère du Patrimoine canadien de 50 pour cent

(économies: 650 millions de dollars)

Bon nombre des programmes et des activités gérés par ce ministère sont agréables mais non cruciaux à un moment où les programmes et services gouvernementaux de base doivent être la priorité. Patrimoine canadien est également responsable d'avoir dépensé 8,2 millions de dollars pour une patinoire extérieure sur la Colline du Parlement⁹.

Réduire le budget d'Affaires mondiales Canada de 25 pour cent

(économies: 1,5 milliard de dollars)

Alors que des millions de Canadiens vivent des moments difficiles, le gouvernement fédéral doit donner la priorité aux dépenses visant les Canadiens. De plus, Affaires mondiales Canada a un bilan épouvantable de gaspillage de l'argent des contribuables, qu'il s'agisse de dépenser des sommes scandaleuses pour acheter des coussins¹⁰ ou des verres en cristal¹¹, pour faire voyager des chefs à travers le monde¹² ou pour subventionner des tournées de jazz¹³.

Éliminer les subventions aux entreprises

(économies: 3,2 milliards de dollars¹⁴)

et éliminer les agences de développement régional (économies: 1 milliard de dollars)

Le gouvernement Trudeau a longtemps montré une affinité pour les programmes d'aide aux entreprises, y compris son Fonds d'innovation stratégique tant vanté qui a coûté aux contribuables plus d'un milliard de dollars depuis 2017 et qui n'a créé que 6 631 emplois (une subvention de 159 000 \$ par emploi¹⁵).

⁷ https://www.huffingtonpost.ca/aaron-wudrick/public-sector-pensions_b_12195134.html

⁸ <https://www.canada.ca/en/department-finance/programs/federal-transfers/major-federal-transfers.html>

⁹ <https://globalnews.ca/news/4025153/parliament-hill-rink-teddy-waste-award-2018/>

¹⁰ <https://globalnews.ca/news/4320304/mexico-embassy-cushions-canada-waste/>

¹¹ <https://torontosun.com/opinion/columnists/opinion-canadas-diplomats-shell-out-big-time-for-cushions-wine-glasses-and-more>

¹² <https://edmontonjournal.com/news/national/canadian-chefs-flown-around-the-globe-on-the-taxpayers-dime-report/wcm/d756dd6e-f86f-410a-bd6d-31e764ae138a>

¹³ <https://edmontonjournal.com/news/national/canadian-chefs-flown-around-the-globe-on-the-taxpayers-dime-report/wcm/d756dd6e-f86f-410a-bd6d-31e764ae138a>

¹⁴ <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/2019/pdf/2019-vol2-eng.pdf>

¹⁵ <https://www.blacklocks.ca/govt-inflated-jobs-estimate/>

Les mesures destinées à aider les entreprises pendant et après la pandémie doivent être équitables pour tous et tirer parti d'incitatifs positifs. L'électoratisme et le favoritisme envers des entreprises et des industries sélectionnées dans le but de recevoir des aides spéciales aux frais des contribuables a toujours été une mauvaise politique industrielle. Les subventions aux entreprises devraient être éliminées en échange d'un allègement fiscal généralisé.

Réduire de 25 pour cent¹⁶ les dotations agrégées des sociétés de la Couronne (économies: 2,3 milliards de dollars)

De nombreuses sociétés de la Couronne sont fortement subventionnées et compétitionnent avec les services fournis par le secteur privé. Les domaines où il est possible d'économiser incluent:

Réduire la subvention de Radio-Canada de 50 pour cent: (économies: 600 millions de dollars)

Malgré un financement annuel supplémentaire de 150 millions de dollars depuis 2016, le nombre de téléspectateurs de la CBC continue de diminuer. Un rapport d'audience interne montrait qu'en avril 2020, la part de l'auditoire de la télévision canadienne de la CBC était aussi faible que 3,8 pour cent¹⁷, tandis que celle de ses journaux télévisés locaux a chuté de 27 pour cent entre 2017 et 2019¹⁸.

Réduire le budget de VIA Rail de 50 pour cent (économies: 280 millions de dollars)

VIA Rail a établi un record d'achalandage en 2019 et a tout de même perdu plus de 400 millions de dollars avant même de compter les subventions des contribuables¹⁹.

Réduire de 50 pour cent le budget du Conseil des Arts du Canada (économies: 150 millions de dollars)

Le Conseil des Arts du Canada a vu sa subvention des contribuables bondir de 13 pour cent entre 2018 et 2019²⁰ et a dépensé 19 millions de dollars en frais d'administration.

Réduire le budget de Marine Atlantique de 50 pour cent (économies: 60 millions de dollars)

Marine Atlantique continue de perdre de l'argent tout en subventionnant les tarifs de fret pour saper la concurrence du secteur privé²¹.

Abolir la Commission de la capitale nationale (économies: 120 millions de dollars)

Les fonctions exercées par la CCN font double emploi avec celles qui pourraient être exécutées par Patrimoine canadien et les organismes provinciaux et municipaux.

Abolir Téléfilm Canada (économies: 100 millions de dollars)

Les investissements du secteur privé dans la production télévisuelle et cinématographique du Canada sont à des niveaux records²². Il n'est pas nécessaire de dépenser 100 millions de dollars de l'argent des contribuables pour du contenu culturel que les Canadiens ne sont pas disposés à payer directement lorsqu'ils dépensent beaucoup plus, volontairement, par le biais de services de diffusion par abonnement.

¹⁶ <https://www.canada.ca/en/treasury-board-secretariat/services/reporting-government-spending/inventory-government-organizations/crown-corporations-financial-data/consolidated-financial-information-crown-corporations-annual-report-2018-2019.html#table1-fn6>

¹⁷ <https://www.theglobeandmail.com/arts/television/article-covid-era-cbc-tv-is-a-shambles/>

¹⁸ <https://www.blacklocks.ca/cbc-audience-down-27/>

¹⁹ https://media.viarail.ca/sites/default/files/publications/2019%20VIA%20RAIL%20AR_ENGLISH.pdf

²⁰ <https://canadacouncil.ca/-/media/Files/CCA/Corporate/Annual-Reports/en/2018-19-Annual-Report-December-13.pdf>

²¹ https://www.huffingtonpost.ca/aaron-wudrick/its-unfair-that-taxpayers-are-keeping-this-ferry-afloat_a_23277282/

²² <https://www.theglobeandmail.com/business/article-netflix-says-its-surpassed-its-500-million-deal-with-department-of/>

Réduire de 20 pour cent les salaires des députés et des sénateurs (économies: 16 millions de dollars)

Les salaires des députés et des sénateurs coûtent aux contribuables 80 millions de dollars par an. Dans de nombreux autres pays, les politiciens ont accepté des réductions salariales²³ pour faire preuve de leadership et de solidarité. Nos politiciens gagneraient à faire de même. Bien que l'impact sur les résultats financiers soit faible, symboliquement il serait significatif et fournirait une autorité morale indispensable pour mettre en œuvre les réductions de dépenses nécessaires ailleurs.

Réduire le budget opérationnel du Sénat de 20 pour cent (économies: 19 millions de dollars)

Le Sénat non élu et non imputable devrait se limiter à s'acquitter de ses fonctions constitutionnelles fondamentales. Avec un budget actuel de 114 millions de dollars¹⁴ et une exonération des salaires des sénateurs (que nous proposons de réduire de 20 pour cent), une réduction de 20 pour cent des activités du Sénat permettrait aux contribuables d'économiser environ 19 millions de dollars.

Réduire de 50 pour cent le budget du bureau du gouverneur général (économies: 11 millions de dollars)

Nous ne pouvons pas nous permettre de dépenser 22 millions de dollars par an pour un bureau qui remplit des fonctions cérémonielles, et les contribuables ne devraient certainement pas dépenser 140 000 dollars pour préparer des plans pour un escalier qui ne sera pas bâti²⁵.

Vendre des immeubles fédéraux (économies : des centaines de millions)

Avant la pandémie du COVID-19, les employés du gouvernement fédéral occupaient environ 30 pour cent de tous les locaux à bureaux dans la grande région d'Ottawa. Si une partie importante des employés fédéraux de la région peuvent travailler à distance, il n'est pas logique que les contribuables paient des millions de pieds carrés d'espaces de bureaux.

TABLEAU 1 Baisse des dépenses

	en million de dollars
Réduire les dépenses d'opérations aux niveaux de 2016-17	13 200
Diminuer la péréquation de 25%	5 000
Abolir les subventions aux entreprises	3 200
Indexer les transferts aux provinces à l'inflation	3 000
Diminuer de 25% la dotation totale des sociétés d'état	2 500
Diminuer de 25% le budget d'Affaires mondiales	1 500
Éliminer les agences de développement régional	1 000
Diminuer le budget du Patrimoine canadien de 50%	650
Diminuer le budget d'opérations du Sénat de 20%	19
Diminuer les salaires des députés et des Sénateurs de 20%	16
Diminuer le budget du Bureau de la Gouverneure générale de 50%	11
Total	30 096

²³ <https://nationalpost.com/opinion/aaron-wudrick-time-for-mps-to-take-a-pay-cut>

²⁴ https://sencanada.ca/content/sen/committee/421/CIBA/reports/CIBA_RPT33_E.pdf

²⁵ <https://www.cbc.ca/news/politics/rideau-hall-expenses-privacy-projects-1.5676088>

Mesures fiscales et réglementaires

Le premier ministre Trudeau a récemment insisté sur le fait qu'il n'envisageait aucune (nouvelle) hausse d'impôt. La raison est évidente: il n'y aurait pas de moyen plus sûr de tuer une reprise économique naissante que de l'écraser avec des impôts plus élevés.

En temps normal, payer des réductions d'impôt avec de l'argent emprunté est discutable. Mais dans la situation actuelle, il est peu probable que le simple maintien des taux d'imposition soit suffisant pour éliminer les principaux obstacles à la reprise économique. Avec des pertes de revenus projetées à 82 milliards de dollars, il est essentiel que le gouvernement prenne des mesures pour induire la reprise économique. De nombreuses entreprises sont au bord de la faillite et la voie de la reprise est entravée par l'incertitude persistante et la crainte que le virus ne force un autre arrêt.

En guise de contrepoids à ce phénomène, la FCC propose des allègements fiscaux substantiels - suffisamment importants pour modifier le comportement et inciter les entreprises à investir et à embaucher, même face à l'incertitude. Le compromis proposé est de renoncer à relativement peu de revenus à court terme afin de stimuler la reprise et de générer des revenus plus importants à moyen terme.

La valeur de ces réductions d'impôt est basée sur les revenus projetés dans le portrait financier de juillet 2020²⁶.

Les options proposées comprennent:

Élimination temporaire du taux d'imposition des petites entreprises de 9 pour cent (bénéfice: 6 milliards de dollars)

La plupart des petites entreprises ont traversé la période la plus difficile de leur existence et il leur faudra des mois, voire des années, avant de se rétablir complètement. Une sur sept risque de faire faillite²⁷. La FCC propose d'éliminer temporairement le taux d'imposition des petites entreprises pour toutes les entreprises au Canada sous le seuil annuel de 500 000 \$ pour les deux prochaines années.

Réduire le taux général d'imposition des entreprises de 15 pour cent à 10 pour cent (bénéfice : 7,4 milliards de dollars)

De nombreuses grandes entreprises ont également été durement touchées par la fermeture économique. Avant la pandémie, plus de 7,5 millions de Canadiens travaillaient²⁸ pour des entreprises de plus de 500 employés. Aider ces entreprises à redevenir viables signifiera plus d'emplois conservés et plus de réembauche de ceux qui avaient été licenciés.

Réduire chaque palier d'imposition du revenu des particuliers d'un point de pourcentage (bénéfice: 6,7 milliards de dollars)

Des millions de Canadiens ont subi des réductions salariales ou ont perdu des heures de travail. Une petite diminution de leurs impôts leur offrira la chance d'étirer un peu plus leurs revenus réduits.

²⁶ Le portrait financier de juillet 2020 a estimé que les revenus de l'impôt sur le revenu pour 2020-2021 seraient réduits d'environ 30,9 milliards de dollars pour l'impôt sur le revenu des particuliers (une réduction de 17 pour cent) et de 10,8 milliards de dollars pour l'impôt sur le revenu des sociétés (une réduction de 20 pour cent)

²⁷ <https://www.newswire.ca/news/canadian-federation-of-independent-business>

²⁸ <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/en/tv.action?pid=1410021501>

Éliminer la taxe fédérale sur le carbone (bénéfice: au moins 118 millions de dollars en réduction de la TPS / TVH²⁹)

La taxe fédérale sur le carbone n'a pratiquement aucune incidence sur les émissions de carbone mondiales, mais constitue une source inutile de tensions entre le fédéral et les provinces. Le gouvernement Trudeau devrait l'abolir et permettre aux provinces de concevoir des politiques sur les changements climatiques adaptées à leurs situations respectives.

Supprimer l'escalator fiscal sur la bière (bénéfice: 35 millions de dollars)

Les augmentations fiscales automatiques constituent un terrible précédent et laissent les gouvernements contourner la transparence et la responsabilité parlementaire. Le gouvernement devrait supprimer la taxe sur l'alcool qui augmente automatiquement chaque année et donner un répit aux consommateurs.

Abolir la Loi sur l'évaluation d'impact

Cette loi, qui est contestée devant les tribunaux par le gouvernement de l'Alberta, rend plus difficile l'approbation des grands projets de mise en valeur des ressources naturelles en les étranglant dans la paperasse.

Réformer le code des impôts pour éliminer les failles et réduire l'évasion fiscale des paradis fiscaux (bénéfice: inconnu)

Bien qu'il s'agisse principalement d'un projet à long terme, le gouvernement devrait chercher à éliminer les grandes échappatoires fiscales qui profitent à des intérêts particuliers en échange d'un allègement fiscal généralisé qui traiterait équitablement les familles et les entreprises canadiennes. Les mesures prioritaires à éliminer pourraient inclure le **crédit d'impôt relatif à un fonds de travailleurs**, qui évince le financement du capital de risque privé tout en accordant d'importants allègements fiscaux à une poignée d'investisseurs fortunés et coûte 165 millions de dollars par an³⁰ aux contribuables, ainsi que la déduction des cotisations syndicales et professionnelles qui coûte aux contribuables plus d'un milliard de dollars par an³¹. L'utilisation des paradis fiscaux extraterritoriaux peut également être considérablement réduite simplement en éliminant les nombreuses failles qui permettent leur exploitation via une planification fiscale agressive³².

TABLEAU 2 Baisses d'impôts

	Millions
Éliminer temporairement le taux d'imposition de 9% des petites entreprises	6 000
Réduire le taux d'impôt corporatif de 15% à 10%	7 400
Réduire chaque taux d'impôt sur le revenu par 1%	6 700
Éliminer la taxe sur le carbone (baisse des revenus de TPS)	118
Éliminer l'escalator fiscal sur l'alcool	35
Total	20 253

²⁹ <https://nationalpost.com/pm/news-pmn/canada-news-pmn/carbon-price-not-exempt-from-gst-despite-promise-it-be-revenue-neutral>

³⁰ <https://www.canada.ca/en/departement-finance/services/publications/federal-tax-expenditures/2020/part-5.html#Labour-Sponsored-Venture-Capital-Corporations-Credit>

³¹ <https://www.canada.ca/en/departement-finance/services/publications/federal-tax-expenditures/2020/part-4.html#Deduction-of-union-and-professional-dues>

³² <https://www.macleans.ca/opinion/to-tackle-its-tax-haven-problem-canada-must-simplify-the-tax-code/>

Conclusion

Ces idées ne représentent pas un plan exhaustif. Ce ne sont que quelques exemples des types de décisions fiscales que ce gouvernement peut prendre pour remettre notre économie sur la bonne voie. Ils montrent qu'il est possible d'adopter une approche courageuse, de remettre en question les idées préconçues et de réinventer une politique ambitieuse comme étant plus qu'un simple élargissement du gouvernement à l'infini en dépensant de l'argent que nous n'avons pas.

Le gouvernement Trudeau fait face à un dilemme. Il peut relancer la machine en empruntant la voie politiquement facile de faire mille et une promesses. Ou il peut sortir des sentiers battus, faire des choix difficiles mais nécessaires pour contrôler les dépenses et donner aux Canadiens et aux entreprises canadiennes les moyens de relancer l'économie tout en laissant plus d'argent dans leurs poches.